

<http://46.105.83.158/spip/spip.php?article6693>



Pour l'abandon du Choc des savoirs et pour de vrais moyens pour l'école publique.

- SNES académique de Dijon - Départements - Nièvre - Actualités -



Publication date: vendredi 29 mars 2024

Copyright © SNES Dijon - Tous droits réservés



Tract intersyndical nivernais à diffuser

Nous n'avons pas choisi de devenir enseignant pour que soient constitués des groupes de niveau, avec d'un côté les plus forts, et de l'autre les plus en difficulté.

Au-delà de la stigmatisation de quelques-uns pour tenter de séduire un électorat en quête de repères, ce choix politique va à l'encontre de toutes les recherches scientifiques, qui prouvent que les groupes de niveaux ne profitent ni aux uns, ni aux autres.

La mise en barrette des classes pour constituer les groupes vont conduire à un bouleversement des emplois-du-temps et à un éclatement du groupe classe. Les collégiens, qui ont besoin d'un cadre et de repères pour se construire, vont être déboussolés.

Ce qui ne fonctionne pas au lycée depuis la réforme Blanquer va maintenant être imposé au collège !

Mais au-delà des effets dramatiques pour les élèves, le décret et la note de service sur les groupes de français et de mathématiques au collège parus le 18 mars vont avoir des conséquences directes sur nos métiers : on veut nous enlever notre liberté pédagogique et nous priver de la relation forte et continue avec nos classes sur laquelle s'appuie notre pédagogie !

En effet, les textes réglementaires qui viennent d'être publiés sont révélateurs des objectifs du gouvernement pour nos métiers, et vont dans le même sens que les projets pour la formation initiale : faire de nous des exécutant-es et des répétiteur-trices.

C'est nier notre professionnalisme.

Enfin, il ne faut pas oublier les conséquences de ces choix sur nos conditions de travail : la mise en barrette va complexifier les emplois-du-temps, allonger les journées, multiplier les « heures de trous ».

Ces choix vont provoquer de la fatigue, des tensions entre collègues.

Cela ne peut pas être.

C'est pourquoi nous exigeons l'abrogation de tous les textes liés à la réforme « Choc des savoirs ».

Pour cela, il est nécessaire que l'ensemble de la profession se mobilise par un plan d'action construit dans la durée. Nous devons lutter ensemble pour la défense de notre système éducatif et de nos métiers.

Les syndicats SNES-FSU, SNEP-FSU, CGT Éduc'action, Sud éducation et FNEC FP-FO l'ont compris.

Pour l'abandon du Choc des savoirs et pour de vrais moyens pour l'école publique.

Mobilisons-nous le 2 avril et préparons la suite : le combat ne fait que commencer !